

ont été entièrement mises en service, il fallait donc — afin que l'expansion puisse se poursuivre — soit augmenter les rendements, soit accroître les investissements. C'est également au cours de cette période que l'agriculture a atteint le plafond de l'accroissement de sa production, sa base technique, sa structure et le taux de prélèvement de l'Etat étant donnés. Dans les années 1956-1958, la production agricole s'est accrue de 15 %, alors que dans les années 1959-1960 elle ne s'est accrue que de 5 % ; aujourd'hui, c'est à peine si elle peut suivre l'accroissement de la population. La stagnation de la production agricole est devenue un barrage pour la croissance de la consommation.

Pour obtenir une victoire durable sur la crise, il aurait fallu opérer un changement radical dans les proportions de l'expansion et des investissements : il fallait se diriger vers la modernisation et le remaniement de la base technique de l'agriculture, ainsi que vers une croissance rapide et constante de la production industrielle des biens de consommation. En bref, il fallait changer le but de la production. Cependant, au cours des luttes de classes des années 1956-1957, la bureaucratie a réussi à conserver le pouvoir politique et sa domination, tout en obtenant pour les années 1958-1959 une stabilisation de sa dictature de classe. Les rapports de production, sur lesquels est fondée sa domination, de même que le but de classe de la production ont été conservés. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant qu'après l'épuisement des réserves économiques qui ont permis la stabilisation, au commencement même du quinquennat actuel la crise économique entre dans sa phase de maturité. Le système ne dispose plus aujourd'hui d'aucune réserve importante ; et quant aux difficultés, elles ne découlent plus d'une politique agraire stalinienne, ni, par exemple, de la nécessité de construire rapidement — et à partir de ses bases — une industrie d'armement. La crise économique se ramène directement à la crise des rapports de production.

Par conséquent, il n'existe plus de moyens pour atténuer la crise. Bien au contraire, tout développement nouveau de l'industrie dans les conditions de la production pour la production doit aggraver la contradiction entre le potentiel de production développé et le bas niveau de la consommation, nourrissant de ce fait le développement de la crise.

Le programme d'investissements pour les années 1966-1970 prévoit la création d'environ 1,5 million de nouveaux emplois pour tenir compte de la « poussée démographique » (il en faudrait davantage pour assurer le plein emploi) et les dépenses d'investissements de 830 à 840 milliards de zlotys. Ceci signifie une nouvelle augmentation de près de 20 % des investissements par rapport au revenu national. Malgré de si grandes dépenses, l'accroissement du revenu national prévu par le plan s'évalue à 30 % pour les cinq ans ; ceci signifie que, déjà en établissant le plan, la bureaucratie tient compte de l'action freinante du système : au cours de la période du plan de six ans, le revenu national s'était accru de 74 %, l'emploi de 2,4 millions de postes, et ceci avec des investissements de 319 milliards de zlotys — prix 1961. Le compte rendu du Comité Central du Parti Unifié Ouvrier Polonais au IV<sup>e</sup> Congrès, montre que le plan se fonde sur l'hypothèse de la stabilisation des salaires réels ; autrement dit, les dimensions du fonds d'accumulation sont fixées à la limite même du barrage inflationniste. Cependant, l'expérience montre que la